

Sécularisation et démocratisation dans les sociétés musulmanes

Semih Vaner, Daniel Heradstveit
et Ali Kazancigil (dir.)



Introduction

Semih VANER, Daniel HERADSTVEIT
et Ali KAZANCIGIL

Un point de vue assez largement répandu dans les opinions publiques et les médias occidentaux affirme l'incapacité des sociétés musulmanes d'entrer dans la modernité et, notamment, d'acclimater en leur sein la sécularité et la démocratie, qui en sont des caractéristiques majeures. Que ces sociétés soient parmi celles qui éprouvent le plus de difficultés à cet égard ne fait pas doute. La perpétuation de régimes autoritaires dans la quasi-totalité des pays musulmans, la répression systématique de la pensée critique et de l'opposition politique, de même que l'échec des efforts de développement socio-économique dans la plupart de ces pays, accompagnés de l'essor des mouvements islamistes radicaux, aux plans local et transnational, en sont des manifestations, encore que les liens de causalité soient difficiles à établir. Pourtant, des exceptions existent, comme la Turquie, la Malaisie, le Liban, le Sénégal et dans une certaine mesure le Maroc, où l'on observe, selon les cas, des résultats non négligeables en matière de démocratisation, de sécularisation et/ou de développement économique ; ou bien l'Iran où le système autoritaire mis en place par l'ayatollah Khomeini est contesté par un mouvement de démocratisation et un essor intellectuel et artistique.

Les rapports difficiles de ces sociétés à la sécularité et à la démocratie ne sont donc pas de nature essentialiste. Elles sont à considérer cas par cas en fonction de trajectoires historiques et de combinaisons de dynamiques internes et externes. Dans le livre collectif ici proposé, des approches relevant de la science politique, de la sociologie historique et de l'anthropologie politique sont mobilisées pour analyser cette problématique. Des études de cas nationales y sont présentées, qui offrent des éclairages autour de certains concepts et questions communs. Elles sont complétées par des contributions qui privilégient les comparaisons et le débat théorique.

La notion de sécularité et les processus de sécularisation sont privilégiés par rapport au concept de laïcité. En effet, associés aux pays réformés de l'Europe du Nord, ces vocables correspondent mieux aux

caractéristiques des sociétés musulmanes. Concept plus large, la sécularité balise des champs situés au-delà des rapports du religieux et du politique, pour concerner également la question de la pluralité sociétale et sa légitimation, s'agissant non seulement des religions, mais des idéologies et des ethnicités. La sécularisation se réfère aux processus à travers lesquels la société sort du religieux, ce dernier étant remplacé par le politique, selon la terminologie de Marcel Gauchet. Toutefois, nous revenons sur le concept de la laïcité et de la laïcisation, en faisant la différence avec la sécularisation, notamment avec les cas ayant subi l'influence de l'expérience française (Turquie et Tunisie).

La sécularisation s'associe beaucoup plus nettement avec la démocratisation : sans sécularisation, il n'y a pas de démocratie et le régime politique d'une société sécularisée est, presque d'évidence, démocratique ; en revanche, certaines formes de laïcité peuvent servir de fondement à un régime autoritaire : c'est le cas du laïcisme en Turquie, sous la République kémaliste, au cours de la période 1925-1945, et à un degré moindre, celui des régimes baasistes en Syrie et Irak dans les années 1960-1970.

Cet ouvrage a pour but d'élargir le champ d'analyse, en ce qu'il vise à mettre en relation la sécularisation et la démocratie, ce qui est rarement tenté (contrairement au couplage démocratie-laïcité, dans une perspective surtout institutionnelle). Sans les exclure, il s'agira moins de discuter des manières dont les institutions et les acteurs politiques et étatiques – partis, gouvernements, appareils d'État – fonctionnent dans ces pays, mais plutôt d'y identifier, dans l'espace public et l'espace privé et aux plans individuel et collectif, les discours, les idées et les comportements, qui peuvent être interprétés comme des signes, des indicateurs de processus de sécularisation et de démocratisation et leur impact sur les institutions politiques et étatiques : il peut s'agir, selon les cas, des évolutions concernant les rapports de genre ; la place de la femme dans l'espace public et la politique ; la mise en cause de la famille patriarcale ; les pratiques individualistes ; l'émergence publique d'une pensée critique sur l'État et la société ; une concurrence dans la sphère publique entre les conceptions religieuses et ethniques *vs.* politiques, contractuelles et citoyennes ; l'essor ou non des associations volontaires, annonçant une structuration de la société civile ; les rapports à l'État et à la politique de cette société civile ; la communauté musulmane et la communauté politique ; les discours des dignitaires et intellectuels islamistes dans le sens d'une légitimation de la sécularisation et de la pluralité (l'acceptation de l'égalité en droit de l'autre, de ceux et celles qui n'appartiennent pas à la communauté des fidèles) ; les places respectives de l'Islam officiel (celui légaliste et dogmatique des *Hadith*) et *soufi* (celui spiritualiste des confréries et des pratiques populaires –

VolkIslam – dont beaucoup sont porteurs de valeurs humanistes) ; l'Islam en tant que facteur de mobilisation nationaliste ; la question de la voie d'accès musulmane à la modernité politique.

Les auteurs de l'ouvrage ont été choisis de manière à faire participer des politologues, sociologues, anthropologues et historiens venant de divers pays et travaillant sur les sociétés islamiques, à partir de perspectives théoriques et comparatistes, évitant ainsi de s'enfermer dans les trajectoires spécifiques de telle ou telle société musulmane et de se servir de l'alibi de l'intransitivité des concepts et l'impossibilité d'analyser ces formations historiques en dehors de la sainte trinité du Coran, de la sharia et du despotisme oriental.

Malgré plusieurs décennies de politiques de modernisation, les sociétés musulmanes sont confrontées à une réislamisation et au néo-fondamentalisme. Si on adhère à une logique culturaliste, d'ailleurs revigorée par les attentats du 11 septembre 2001, on ne peut conclure qu'à l'incompatibilité des sociétés musulmanes avec la modernité et ses principaux traits. Cependant, des analyses s'inspirant de la sociologie historique et de l'anthropologie culturelle font apparaître des situations plus complexes.